

Nantes, le 8 novembre 2019

Violences au lycée Camus : l'Etat doit agir pour empêcher l'escalade

La devise républicaine et le drapeau français ont été brûlés au lycée Albert Camus à Nantes. Cinq voitures ont été incendiées, des abris bus détruits, et des appels à la violence sont actuellement relayés sur les réseaux sociaux. Le risque est réel que le vandalisme à l'œuvre au lycée Camus se propage à d'autres établissements (et notamment, les lycées Sacré Cœur, Monge-la-Chauvinière, et Bourdonnières, eux aussi concernés, voire au-delà). A chaque fois, les violences sont le fait d'individus cagoulés, ultraviolents, et prêts à tout : le proviseur du lycée Albert Camus n'a pas pu s'interposer face aux menaces dont il était l'objet.

Cette situation est parfaitement inadmissible.

Face à la flambée de violence, j'ai demandé au préfet d'engager les moyens de police nécessaires pour mettre un terme à ces scènes intolérables. L'Etat doit réagir avec la plus extrême fermeté pour empêcher que ces débordements, dont le mot d'ordre est détruire pour détruire, ne se propagent.

Par ailleurs, la Région, qui témoigne son soutien à la communauté éducative, aux élèves et au personnel, prendra en charge les services de gardiennage visant à sécuriser les établissements concernés durant le week-end.

Christelle Morançais

Présidente du Conseil régional des Pays de la Loire

CONTACT PRESSE

Sophie Ferger : sophie.ferger@paysdelaloire.fr - 02 28 20 65 30 - 07 72 21 16 97